

Jeanne Kirk Laux, Maureen Appel Molot, *State Capitalism, public enterprise in Canada*. Ithaca and London. Cornell University Press, 1988.

Yves Bélanger

Numéro 14, automne 1988

Sport et politique et Le NPD

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040606ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040606ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bélanger, Y. (1988). Compte rendu de [Jeanne Kirk Laux, Maureen Appel Molot, *State Capitalism, public enterprise in Canada*. Ithaca and London. Cornell University Press, 1988.] *Politique*, (14), 167–171.
<https://doi.org/10.7202/040606ar>

Jeanne Kirk Laux, Maureen Appel Molot, *State Capitalism, public enterprise in Canada*. Ithaca and London. Cornell University Press, 1988.

Le mouvement de privatisation des entreprises d'État auquel nous avons assisté dans différents pays industrialisés, dont le Canada, a peut-être convergé avec la diffusion d'un discours entrepreneurial radicalement opposé à la participation directe de l'État dans l'économie, mais il serait cependant erroné d'en réduire les origines à cet aspect de la question. Les privatisations se révèlent plutôt être l'expression d'une certaine volonté de rationalisation du secteur public rendue nécessaire suite à la crise économique et aux pressions subséquentes en faveur de la réduction des déficits, car il devenait impératif d'ajuster les stratégies éco-

nomiques gouvernementales à des formules mieux adaptées à la conjoncture et moins contre-performantes au plan économique. Telle est en substance la thèse qui nous est proposée dans le dernier ouvrage de Jeanne Kirk Laux et Maureen Appel Molot.

Situons le propos du livre. Le contexte des dernières années a incité de nombreux chercheurs canadiens à réinterroger le sens de l'interventionnisme étatique dans l'économie. Une brochette d'études à caractère plus ou moins spécialisé ont été publiées. Si nous exceptons le travail exécuté par la Commission Macdonald et le Comité Nielsen dans le cadre de mandats gouvernementaux, la synthèse de cette radiographie des entreprises d'État restait à faire. C'est un peu à cette tâche que se sont attaquées Laux et Molot. Il ne faut donc pas attendre de ce livre des révélations fracassantes sur la nature des activités qui sont celles des sociétés d'État. Il s'agit plutôt d'un ouvrage de réflexion dont l'intérêt premier réside dans le portrait d'ensemble et non pas dans les détails de l'analyse.

Le livre est divisé en trois parties. La première regroupe à son tour trois chapitres. Elle situe notamment la démarche canadienne face à la trajectoire adoptée par l'ensemble des pays industrialisés. Sa mission est donc plutôt théorique. Les auteurs démontrent de façon convaincante que l'immixtion de l'État dans de nombreux secteurs a eu pour objet de soutenir la compétition des économies nationales sur le marché international. La crise de l'État providence a donné lieu à la formulation d'une stratégie favorable au soutien direct des secteurs compétitifs en participant de façon active au réalignement des activités de production. Bref, les sociétés d'État, plutôt perçues dans le passé comme des instruments chargés de soutenir le capital privé par la prise en charge des secteurs de services, sont devenues au cours des deux dernières décennies des leviers responsables de la mise en œuvre des politiques industrielles.

Le cas canadien appelle cependant quelques commentaires additionnels. En resituant le cheminement de l'interventionnisme canadien, les auteurs relèvent une démarche pas toujours très cohérente de la part du Canada. Une certaine spécificité imputable à l'existence d'un marché plus ouvert, à la forte dépendance technologique et au caractère fragmenté de ses institutions gouvernementales y aurait favorisé la multiplication des entreprises d'État tout en hypothéquant la capacité de leur assigner des mandats compatibles et cohérents. Il importe notamment de relever que les sociétés d'État ont été interpellées au Canada dans un rôle axé simultanément vers la promotion nationale et régionale en plus de répondre à des intérêts plus terre-à-terre comme l'accès à de nouvelles sources de financement de la dette publique. Le Canada a donc poursuivi plusieurs lièvres à la fois avec un succès souvent peu évident.

La deuxième partie de l'ouvrage comporte deux chapitres. Dans un premier temps l'attention du lecteur est orientée vers trois études de cas (Canadien national, Canadair et la Corporation de développement du Canada) d'entreprises mises sur pied avec l'autorisation de faire des profits sans directives politiques très arrêtées. Les auteurs se penchent par la suite sur deux dossiers (La Potash Corporation of Saskatchewan et la Société nationale de l'amiante) constitués en vue de soutenir le développement régional sans objectifs commerciaux très explicites. Cette partie du livre repose donc sur des études de cas. Précisons qu'il s'agit sans aucun doute de la section la plus faible du livre. Les cinq dossiers d'entreprises sont présentés de façon un peu superficielle sur la base d'une recherche trop dépendante de sources secondaires. On est par ailleurs en droit de nous interroger sur le choix des dossiers. Pourquoi n'avoir retenu que des cas où l'échec est manifeste? On pourrait répondre que l'objectif était de montrer les limites de l'interventionnisme étatique. Dans ce cas la démonstration n'est peut-être pas tout à fait convaincante. Quelque part dans

ce livre on a, à notre avis, beaucoup trop insisté sur la question de l'autonomie des sociétés d'État sur les contraintes du marché — des éléments certes fort importants mais qui n'expliquent pas tout — et peut-être pas assez sur le travail de restructuration mené sous l'égide de ces mêmes sociétés dans leurs secteurs d'activité respectifs. Il demeure vrai cependant que les résultats obtenus dans chacun des dossiers n'ont pas été à la hauteur des attentes et que les entreprises d'État dont il est ici question se sont avérées être moins maléables et certainement moins efficaces que nombre de leurs consœurs.

Les trois chapitres de la dernière partie du livre explorent enfin les nouvelles orientations du capitalisme d'État. On y aborde principalement l'étude du rôle d'investisseur confié à certaines sociétés gouvernementales et celles à notre avis beaucoup plus stratégique des « joint ventures » entreprises d'État/entreprises privés. Selon les auteurs, ces deux formules auraient permis aux États industrialisés d'aller au-delà du keynesianisme. Mais, là également, certaines limites ont vite été atteintes, notamment en ce qui a trait à l'intervention des sociétés chargées de la gestion de portefeuille. Le caractère particulier du mandat de telles entreprises constitue un frein objectif à la poursuite de politiques industrielles cohérentes. Les prises de participation mixtes sur une base permanente ou dans le cadre de projets spécifiques correspondent probablement mieux aux contraintes des États modernes. Il s'agit en effet d'une approche qui ne remet pas en question le profil propre de l'entreprise privé notamment en ce qui a trait à la productivité et à la compétitivité. La formule alloue par ailleurs des avantages nombreux aux partenaires privés contribuant ainsi à limiter les zones de conflit.

Quelles que soient leurs affinités idéologiques, les gouvernements vont donc continuer à intervenir et les nouvelles modalités de cette intervention devront être interprétées comme la conséquence des contraintes économiques avec lesquelles ils sont désormais

tenus de composer. «Everywhere the state remains in business, and everywhere the state seeks to be more business-like» conclue le livre.

Le grand mérite de cet ouvrage est sans doute celui d'être parvenu à lire l'État au-delà des débats idéologiques et des querelles partisanes. Dans ce sens l'ouvrage devrait faire étape. Mais, curieusement, sa principale faiblesse découle précisément de cette qualité. Le côté rationnel au plan économique du phénomène de restructuration de l'interventionnisme d'État qui nous est ici proposé a pour conséquence de secondariser les dimensions idéologiques de la question, un biais qui occulte l'influence du politique dans la gestion économique de l'État. Mais nous n'en tiendrons pas rigueur à Jeanne Kirk Laux et Maureen Appel Molot car, en fin de compte, les réflexions qu'elles nous soumettent sont d'une pertinence incontestable et contribueront certainement à donner une autre dimension au débat sur l'interventionnisme moderne.

Yves Bélanger
Université du Québec à Montréal